



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

vaccinations

Question écrite n° 76748

Texte de la question

M. Jean-Luc Reitzer attire l'attention de Mme la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur l'extension de l'autorisation de vaccination au profit des pharmaciens et des sages-femmes. En effet, la couverture vaccinale est un véritable enjeu de santé publique. Si l'on s'appuie sur l'exemple de la vaccination anti-grippale, force est de constater que le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans ayant réalisé ce vaccin s'est réduit de 65 % à 50 % en 5 ans. Or nombre d'études ont souligné qu'une vaccination correctement réalisée réduit de 50 % à 60 % les risques d'hospitalisation et de 70 % à 80 % la mortalité liée à la maladie. La vaccination permet ainsi de prémunir et de prévenir. Dans ce contexte, les pharmaciens et les sages-femmes devraient pouvoir trouver toute leur place dans le dispositif d'amélioration de la vaccination de nos concitoyens. Aussi lui demande-t-il, eu égard la possible évolution de ces deux professions, ce qu'elle envisage pour que la couverture vaccinale des adultes, enjeu de santé publique, puisse être accrue.

Texte de la réponse

Les couvertures vaccinales observées en France sont actuellement insuffisantes pour permettre le contrôle, voire l'élimination de certaines maladies infectieuses, et ne permettent pas l'installation d'une immunité de groupe, nécessaire pour protéger les personnes les plus vulnérables (notamment les nourrissons). Cette préoccupation a conduit à l'élaboration d'un programme national d'amélioration de la politique vaccinale 2012-2017. Il est donc important d'élargir l'offre de vaccination pour atteindre les populations à différentes étapes de leurs parcours de soin ou par des actions de proximité. Dans ce contexte, le Premier ministre a nommé Madame Sandrine Hurel, députée de Seine-Maritime, parlementaire en mission auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, pour formuler des recommandations afin d'améliorer le taux d'adhésion de la population et des professionnels de santé à la vaccination. Ces recommandations pourront inclure une proposition d'élargissement des compétences de certains professionnels de santé. Madame Hurel remettra prochainement son rapport à la ministre. En ce qui concerne les sages-femmes, elles sont autorisées, depuis 2004, à pratiquer l'injection de certains vaccins. Le projet de loi de modernisation de notre système de santé prévoit de renforcer le rôle des sages-femmes dans la politique vaccinale en les autorisant à vacciner également les personnes vivant régulièrement dans l'entourage du nourrisson. Ces dispositions ont pour objet notamment de protéger le nouveau-né et de renforcer ainsi la stratégie du cocooning. Ces mesures seront strictement encadrées par un décret qui précisera les conditions de réalisation de ces vaccinations. Par ailleurs, le projet de loi de modernisation de notre système de santé élargit l'offre de vaccination en autorisant les centres d'examen de santé et les centres de planning d'éducation familiale à réaliser des vaccinations. Il convient de rappeler que les infirmiers sont très impliqués dans l'offre de vaccination ; ils peuvent pratiquer les vaccinations sur prescription médicale et sont également autorisés à renouveler, dans certaines conditions, le vaccin contre la grippe, sans prescription médicale.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Luc Reitzer](#)

Circonscription : Haut-Rhin (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 76748

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Ministère attributaire : Affaires sociales, santé et droits des femmes

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [24 mars 2015](#), page 2062

Réponse publiée au JO le : [1er septembre 2015](#), page 6639